

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 567

2 mars 2015

SOMMAIRE

500°/Seconde S.à.r.l.	27172	Gottex Global Asset Allocation Fund	27215
A&A Developments Holding S.A.	27175	ING (L) Patrimonial	27216
AGS Invest S.A. SPF	27186	Jemast, S.à r.l.	27175
AMB UK Finco S. à r.l.	27170	Location, Archives et Bureaux S.à r.l.	27174
Arepo 99 S.à r.l.	27170	Longreach Holdings Luxembourg Co. S.à r.l.	27174
Arepo BZ S.à r.l.	27170	LSREF3 GTC Holdings S.à r.l.	27177
ASM Holding S.à r.l.	27170	Luxembourg Capital Partners III S.C.A.	27172
ASM Holding S.à r.l.	27170	Luxembourg Capital Partners III S.C.A.	27172
Begelux S.A.	27172	Lux Rent A Car	27171
BLK CYE (Luxembourg) Investments, S.à r.l.	27171	Luxstone Finance S.à r.l.	27176
Boschat-Laveix Luxembourg Klenschen + Diren S.A.	27170	MaForm S.à r.l.	27195
Bridge Development Corp II S.A.	27175	MaForm S.à r.l.	27173
Capras SA	27173	Makana S.A.	27174
Capras SA	27173	Mija Investment SA SPF	27174
Cedar Trust S.à r.l.	27172	Minorco	27171
Covidien International Finance S.A.	27175	Orion IV European 6 S.à r.l.	27174
CPP Lux S.à.r.l.	27175	Skiron S.à r.l.	27216
Curzon Capital Partners III S.à r.l.	27173	Trans Cortesia S.à r.l.	27171
Falconer Participations S.à r.l.	27194	V.V.F Luxembourg SA	27173
FA Quartet Investments II	27194	World Investors S.à r.l.	27203
Global Opportunities S.A.	27180	ZobiboZ Records	27171
Global Opportunities S.à r.l.	27180		

Arepo BZ S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 177.806.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015014804/9.

(150017570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Arepo 99 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 170.638.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015014805/9.

(150017569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

AMB UK Finco S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 132.143.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015014823/9.

(150017702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

ASM Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1232 Howald, 50, rue Ernest Beres.
R.C.S. Luxembourg B 158.269.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015014832/9.

(150018100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

ASM Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1232 Howald, 50, rue Ernest Beres.
R.C.S. Luxembourg B 158.269.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015014833/9.

(150018125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

BLL K + D, Boschat-Laveix Luxembourg Klenschen + Diren S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 124.499.

Les comptes annuels au 31 août 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015014849/9.

(150018000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

ZobiboZ Records, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5710 Aspelt, 48, rue Pierre d'Aspelt.
R.C.S. Luxembourg B 157.970.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015014742/10.

(150016639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Trans Cortesia S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-4873 Lamadelaine, 135, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 151.693.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015014698/10.

(150017239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Minorco, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 12.139.

Les statuts coordonnés au 18 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch
Notaire

Référence de publication: 2015015172/11.

(150018022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Lux Rent A Car, Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 5, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 18.772.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LUX RENT A CAR S.A.
FIDUCIAIRE EVERARD - KLEIN S.A R.L.

Référence de publication: 2015015161/11.

(150017856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

BLK CYE (Luxembourg) Investments, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 164.668.

Il est porté à la connaissance des tiers que l'associé unique de la Société a changé de dénomination: Ainsi, BlackRock Corporate High Yield Fund VI, Inc. se nomme à présent BlackRock Corporate High Yield Fund, Inc.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BLK CYE (Luxembourg) Investments, S.à r.l.
Un mandataire

Référence de publication: 2015014089/12.

(150016568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Begelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 96, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 61.435.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015014082/10.

(150016893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

500°/Seconde S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8151 Bridel, 1, rue de Schoenfels.

R.C.S. Luxembourg B 175.405.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015013995/10.

(150015822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Luxembourg Capital Partners III S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 11, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 128.377.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013602/11.

(150015511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Luxembourg Capital Partners III S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 11, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 128.377.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013603/11.

(150015512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Cedar Trust S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg B 126.462.

Les statuts coordonnés au 12/11/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12/11/2014.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2015014115/12.

(150017215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

V.V.F Luxembourg SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5531 Remich, 14, route de l'Europe.
R.C.S. Luxembourg B 91.509.

Les statuts coordonnés au 16 janvier 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015013963/9.

(150016370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Curzon Capital Partners III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 160.909.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2014.

Référence de publication: 2015014135/10.

(150017118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Capras SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 130.880.

Les comptes annuels au 30.06.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CAPRAS SA
Société Anonyme

Référence de publication: 2015014143/11.

(150016839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Capras SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 130.880.

Les comptes annuels au 30.06.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CAPRAS SA
Société Anonyme

Référence de publication: 2015014144/11.

(150016846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

MaForm S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 193.855.

Die koordinierte Satzung vom 22. DEZEMBER 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 28/01/2015.

Me Cosita Delvaux
Notar

Référence de publication: 2015015168/13.

(150018183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Makana S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 29, rue Notre-Dame.
R.C.S. Luxembourg B 95.210.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015015177/9.

(150018011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Longreach Holdings Luxembourg Co. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 146.790.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Référence de publication: 2015015142/10.

(150017901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

LAB, Location, Archives et Bureaux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5366 Munsbach, 9, rue Henri Tudor.
R.C.S. Luxembourg B 15.257.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Lab, Locations, Archives et Bureaux, S.à.r.l.

Référence de publication: 2015015131/10.

(150017985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Orion IV European 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 182.370.

Les statuts coordonnés au 17 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2015015221/11.

(150017653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Mija Investment SA SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 173.269.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Pour: MIJA INVESTMENT S.A. SPF

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015015190/14.

(150017554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Jemast, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8387 Koerich, 1, rue Mathias Koener.
R.C.S. Luxembourg B 105.445.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015013559/9.

(150015129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

A&A Developments Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 110.331.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015014012/10.

(150017275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Bridge Development Corp II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.
R.C.S. Luxembourg B 116.050.

La version abrégée des comptes annuels au 31 décembre 2013 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2015013231/11.

(150015885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Covidien International Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 123.527.

Avec effet au 26 janvier 2015, Gregory Andrulonis et Eric Green ne sont plus administrateurs de la Société.

Pour extrait conforme et sincère
Covidien International Finance S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015013317/12.

(150015916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

CPP Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 127.666.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signature

Référence de publication: 2015013318/12.

(150015217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Luxstone Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 37.916.349,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 172.648.

L'an deux mille quatorze

le seize décembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Monsieur Denis Oussadon, dirigeant de sociétés, né à Casablanca (Maroc), le 05 juillet 1952, demeurant au 116, avenue Pasteur L-2309 Luxembourg,

ici représenté par:

Monsieur Olivier Kuchly, expert-comptable, avec résidence professionnelle au 2, rue Marie Curie L-8049 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 10 décembre 2014.

La prédite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la personne comparante et le notaire soussigné, restera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps avec elles.

La personne comparante est l'associé unique (l'«Associé») de la société «Luxstone Finance S.à r.l.», une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 25C, boulevard Royal L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172 648, constituée suivant acte notarié dressé en date du 08 novembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 7 décembre 2012, sous le numéro 2978 et page 142915 (la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié dressé en date du 21 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 20 février 2013, sous le numéro 420 et page 20145.

Laquelle personne comparante, agissant ainsi en sa qualité d'associé unique, représentant dès lors l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter ses résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé a décidé d'augmenter le capital social de la société à concurrence d'un million cinq cent quatre-vingt mille quatre cent quatre-vingt-huit euros (1'580'488.- EUR) pour le porter de son montant actuel de trente-six millions trois cent trente-cinq mille huit cent soixante et un euros (36'335'861.- EUR) à un montant de trente-sept millions neuf cent seize mille trois cent quarante-neuf euros (37'916'349.- EUR).

Deuxième résolution

L'Associé a décidé d'émettre à cet effet et afin de réaliser ladite augmentation de capital, un million cinq cent quatre-vingt mille quatre cent quatre-vingt-huit (1'580'488) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de un euro (1.- EUR) par part sociale nouvelle, chacune de ces nouvelles parts sociales, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

Troisième résolution

Souscription - Paiement

Ensuite Monsieur Olivier Kuchly s'est présenté agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de l'Associé, Monsieur Denis OUSSADON prénommé, également en sa qualité de souscripteur (le «Souscripteur») en vertu de la procuration dont il est fait mention ci-avant.

Le Souscripteur, par son représentant susnommé, a déclaré souscrire les un million cinq cent quatre-vingt mille quatre cent quatre-vingt-huit (1'580'488) parts sociales nouvellement émises par la Société à leur valeur nominale d'UN EURO (1.- EUR) chacune, par un apport en nature consistant en l'apport de deux mille quatre cents (2'400) parts sociales d'une valeur nominale d'UN EURO (1.- EUR) chacune, toutes intégralement libérées, sur un total de deux mille quatre cent vingt-quatre (2'424) parts sociales du capital social souscrit de la société «AIN DIAB» une société civile immobilière avec un capital social souscrit de deux mille quatre cent vingt-quatre euros (2'424.- EUR) constituée et existant sous les lois françaises, établie et ayant son siège social au 17, rue du Vieux Marché aux Grains à F-67000 Strasbourg (France) et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg (France) sous le numéro 432 742 013.

Les deux mille quatre cents (2'400) parts sociales ainsi apportées sont évaluées à une somme totale d'un million cinq cent quatre-vingt mille quatre cent quatre-vingt-huit euros (1'580'488.- EUR).

Les documents justificatifs de la souscription, l'existence de l'apport en nature et sa valeur réelle ont été présentés au notaire soussigné qui les reconnaît expressément.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'Associé a décidé de modifier l'article CINQ (5) des statuts de la Société qui sera dorénavant rédigé comme suit:

Art. 5. «Le capital social est fixé à la somme de TRENTE-SEPT MILLIONS NEUF CENT SEIZE MILLE TROIS CENT QUARANTE-NEUF EUROS (37'916'349.- EUR) représenté par trente-sept millions neuf cent seize mille trois cent quarante-neuf (37'916'349) parts sociales d'une valeur nominale d'UN EURO (1.- EUR) chacune, intégralement libérées.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ce document sont estimés à deux mille cent euros.

Dont acte, fait et passé à Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: O. KUCHLY, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 23 décembre 2014. Relation: EAC/2014/18034. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015015147/73.

(150017654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

LSREF3 GTC Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.453.875,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 177.929.

In the year two thousand and fifteen on the sixteenth day of January,
before Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED

Lone Star Capital Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 91796 (the "Sole Shareholder"),

represented by Ms. Valérie Fagnant, employee, with professional address in Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on 15 January 2015.

The proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party, represented as aforementioned, declared being the Sole Shareholder of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) LSREF3 GTC Holdings S.à r.l., registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 177929, having its registered office at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company") and incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 11 June 2013, under the initial name of LSF7 Lux Investments IX S.à r.l., published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") dated 1 August 2013, number 1861, which articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated 10 December 2014, not yet published in the Mémorial.

The appearing party, through its proxyholder, declared and requested the undersigned notary to state that:

1. The entire issued share capital represented by 18,575 (eighteen thousand five hundred seventy-five) shares is held by the Sole Shareholder.

2. The Sole Shareholder is represented by proxy so that all shares in issue in the Company are represented at this extraordinary decision of the Sole Shareholder so that the decisions can be validly taken on all the items of the below agenda.

3. The agenda of the meeting is as follows:

A. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 132,000.- (one hundred thirty-two thousand euro) in order to raise it from its current amount of EUR 2,321,875.- (two million three hundred twenty-one thousand eight hundred seventy-five euro) to an amount of EUR 2,453,875.- (two million four hundred fifty-three thousand eight hundred seventy-five euro) by the issuance of 1,056 (one thousand fifty-six) new ordinary shares, having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each (the "New Shares"), in consideration of a contribution in cash by the

Sole Shareholder of an aggregate amount of EUR 132,000.- (one hundred thirty-two thousand euro) which shall be allocated to the share capital of the Company in its entirety;

B. As a consequence, amendment of the first paragraph of article 6 of the articles of association of the Company as follows:

" **Art. 6.** The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 2,453,875.- (two million four hundred fifty-three thousand eight hundred seventy-five euro) represented by 19,631 (nineteen thousand six hundred thirty-one) shares having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each."

C. Amendment of the share register of the Company in order to reflect the change proposed above with power and authority to any manager of the Company and/or any employee of the Sole Shareholder, to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company (i) to the registration of the newly issued shares in the share register of the Company and (ii) to the performance of any formalities in connection therewith.

The Sole Shareholder, represented as stated above, then asked the undersigned notary to record its resolutions as follows:

First resolution

The Sole Shareholder decides to increase the issued share capital of the Company by an amount of EUR 132,000.- (one hundred thirty-two thousand euro) in order to increase the share capital from its current amount of EUR 2,321,875.- (two million three hundred twenty-one thousand eight hundred seventy-five euro) to an amount of EUR 2,453,875.- (two million four hundred fifty-three thousand eight hundred seventy-five euro) by the creation and issuance of 1,056 (one thousand fifty-six) New Shares with a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each in consideration of a contribution in cash by the Sole Shareholder of an aggregate amount of EUR 132,000.- (one hundred thirty-two thousand euro).

Subscription - Payment

The Sole Shareholder, represented as stated above, declared to subscribe for 1,056 (one thousand fifty-six) New Shares with a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) per share and to make payment in full for such New Shares by a contribution in cash for a total subscription amount of EUR 132,000.- (one hundred thirty-two thousand euro) which is allocated to the share capital of the Company in its entirety.

All the 1,056 (one thousand fifty-six) New Shares issued are therefore fully subscribed and paid up in cash by the Sole Shareholder so that the amount of EUR 132,000.- (one hundred thirty-two thousand euro) is at the free disposal of the Company as it has been proved to the undersigned notary who expressly bears witness to it.

As a consequence of the above-resolved share capital increase, the Sole Shareholder now holds 19,631 (nineteen thousand six hundred thirty-one) ordinary shares of the Company.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder resolves to amend the first paragraph of article 6 of the articles of association of the Company to be read henceforth as follows:

" **Art. 6.** The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 2,453,875.- (two million four hundred fifty-three thousand eight hundred seventy-five euro) represented by 19,631 (nineteen thousand six hundred thirty-one) shares having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each."

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the change resolved above with power and authority to any manager of the Company and/or any employee of the Sole Shareholder, to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company (i) to the registration of the New Shares in the share register of the Company and (ii) to the performance of any formalities in connection therewith.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith, that on request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and French texts, the English version shall be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder appearing signed, together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le seize janvier,

par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire demeurant à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg,

A COMPARU

Lone Star Capital Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 91796 (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Mme Valérie Fagnant, employée, avec adresse professionnelle à Bertrange, Grand Duché de Luxembourg

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 15 janvier 2015.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel qu'indiqué ci-avant, a déclaré être l'Associé Unique de la société à responsabilité limitée LSREF3 GTC Holdings S.à r.l., immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177929, ayant son siège social à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg (la «Société»), constituée suivant un acte du notaire instrumentaire en date du 11 juin 2013 sous le nom initial de LSF7 Lux Investments IX S.à r.l., publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») du 1^{er} août 2013, numéro 1861, lesquels statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire instrumentaire, du 10 décembre 2014, non encore publié au Mémorial.

La partie comparante, par son mandataire, a déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

1. La totalité du capital social, représentée par 18.575 (dix-huit mille cinq cent soixante-quinze) parts sociales, est détenu par l'Associé Unique.

2. L'Associé Unique est représenté en vertu d'une procuration de sorte que toutes les parts sociales émises par la Société sont représentées à cette décision extraordinaire de l'Associé Unique et toutes les décisions peuvent être valablement prises sur tous les points de l'ordre du jour ci-après.

3. L'ordre du jour est le suivant:

A. Augmentation du capital social de la Société à concurrence de EUR 132.000,- (cent trente-deux mille euros), pour le porter de son montant actuel de EUR 2.321.875,- (deux millions trois cent vingt-et-un mille huit cent soixante-quinze euros) à un montant de EUR 2.453.875,- (deux millions quatre cent cinquante-trois mille huit cent soixante-quinze euros) par la création et l'émission de 1.056 (mille cinquante-six) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»); souscription et paiement des Nouvelles Parts Sociales par l'Associé Unique par un apport en numéraire pour un montant total de souscription de EUR 132.000,- (cent trente-deux mille euros) qui sera alloué au capital social de la Société dans son entièreté.

B. En conséquence, modification du premier paragraphe de l'article 6 des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à EUR 2.453.875,- (deux millions quatre cent cinquante-trois mille huit cent soixante-quinze euros), représenté par 19.631 (dix-neuf mille six cent trente-et-une) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune.»

C. Modification du registre de parts sociales de la Société de façon à refléter le changement proposé ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société et/ou tout employé de l'Associé Unique, afin d'effectuer, par sa seule signature, pour le compte de la Société, (i) l'inscription des Nouvelles Parts Sociales dans le registre de parts sociales de la Société et (ii) la réalisation de toute formalité en relation avec ce point.

L'Associé Unique, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire soussigné de prendre acte des résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 132.000,- (cent trente-deux mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 2.321.875,- (deux millions trois cent vingt et un mille huit cent soixante-quinze euros) à un montant de EUR 2.453.875,- (deux millions quatre cent cinquante-trois mille huit cent soixante-quinze euros) par la création et l'émission de 1.056 (mille cinquante-six) Nouvelles Parts Sociales d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune.

Souscription - Paiement

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci avant, a déclaré souscrire 1.056 (mille cinquante-six) Nouvelles Parts Sociales d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) par part sociale et libérer intégralement ces Nouvelles Parts Sociales souscrites par un apport en numéraire pour un montant total de souscription de EUR 132.000,- (cent trente-deux mille euros) qui est alloué au capital social de la Société dans son entièreté.

L'ensemble des 1.056 (mille cinquante-six) Nouvelles Parts Sociales émises sont donc intégralement souscrites et libérées en numéraire par l'Associé Unique, de sorte que la somme de EUR 132.000,- (cent trente-deux mille euros) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Suite à l'augmentation de capital décidée ci-dessus, l'Associé Unique détient maintenant 19.631 (dix-neuf mille six cent trente et une) parts sociales ordinaires de la Société.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'Associé Unique a décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 6 des statuts de la Société qui sera désormais lu comme suit:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à EUR 2.453.875,- (deux millions quatre cent cinquante-trois mille huit cent soixante-quinze euros), représenté par 19.631 (dix-neuf mille six cent trente et une) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune.»

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier le registre de parts sociales de la Société afin de refléter le changement effectué ci-dessus et mandate et autorise par la présente tout gérant de la Société et/ou tout employé de l'Associé Unique, afin d'effectuer, par sa seule signature, pour le compte de la Société, (i) l'inscription des Nouvelles Parts Sociales dans le registre de parts sociales de la Société ainsi que (ii) la réalisation de toute formalité en relation avec ce point.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate que sur demande du mandataire de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: V. Fagnant et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 19 janvier 2015. Relation: 2LAC/2015/1304. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013626/171.

(150015641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

**Global Opportunities S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Global Opportunities S.A.).**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 176.424.

L'an deux mille quatorze, le dix-sept décembre.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "GLOBAL OPPORTUNITIES S.A.", (la "Société"), établie et ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 8A, Boulevard de la Foire, constituée suivant acte reçu par Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz, en date du 5 avril 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1285 du 31 mai 2013,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro B 176.424.

L'assemblée est présidée par Mme Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, qui désigne comme secrétaire M. Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

L'assemblée choisit comme scrutateur M. Pierre PETIT, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1528 Luxembourg, 8A, Boulevard de la Foire.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Abandon du statut fiscal spécifique sur les sociétés de titrisation régi par la loi du 22 mars 2004 et transformation de la Société en société de participation financière pleinement imposable ("SOPARFI");

2. Modification de l'objet de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

«La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

Par ailleurs, la Société pourra (sans jamais toutefois exercer une activité bancaire professionnelle ou une activité réglementée du secteur financier) prendre des participations au Luxembourg dans des sociétés en commandite spéciale et gérer ces participations. La Société pourra en particulier être nommée en tant que gérant commandité de sociétés en commandite spéciale et pourra représenter les sociétés en commandite spéciale y compris en exécutant tout contrat ou document en tant que gérant associé de ces sociétés en commandite spéciale.»

3. Changement de la forme juridique de la Société, pour la transformer de société anonyme (S.A.) en société à responsabilité limitée (S.à r.l.) conformément à l'article 3 de la loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

4. Changement de la dénomination de la Société en "Global opportunities S.à r.l.";

5. Démission de l'administrateur unique et du réviseur d'entreprises agréé de la Société avec décharge pleine et entière pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

5. Refonte complète des statuts de manière à les adapter à la nouvelle forme juridique de la Société sans en modifier les caractéristiques essentielles.

6. Nominations statutaires.

7. Divers.

B) Que l'actionnaire unique représenté, ainsi que le nombre d'actions possédées par ce dernier, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence signée «ne varietur» par l'actionnaire unique présent, les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

C) Que l'intégralité du capital social étant présente et que l'actionnaire unique présent déclare avoir été dûment notifié et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

D) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée générale, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide:

- d'abandonner le statut fiscal spécifique sur les sociétés de titrisation régi par la loi du 22 mars 2004 et de transformer la Société en société de participation financière pleinement imposable ("SOPARFI");
- de modifier l'objet social et d'adopter en conséquence pour lui la teneur comme ci-avant reproduite dans l'ordre du jour sous le point 2);

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de transformer la forme légale de la Société en une société à responsabilité limitée (S.à.r.l.) conformément à l'article 3 de la loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Par cette transformation de la société anonyme en société à responsabilité limitée, aucune nouvelle société n'est créée, la société à responsabilité limitée étant la continuation de la société anonyme telle qu'elle a existé jusqu'à présent, avec la même personnalité juridique, et sans qu'aucun changement n'intervienne tant dans l'actif que le passif de cette société.

L'assemblée convertit les actions de la société anonyme en parts sociales, de sorte que le capital sera représenté dorénavant par trois mille cent (3.100) parts sociales avec une valeur nominale de dix euros (10,- EUR).

Les trois mille cent (3.100) actions sont annulées et échangées contre trois mille cent (3.100) parts sociales, entièrement détenues par Monsieur Pierre PETIT, prénommé, né le 16 juin 1977 à Liège (Belgique), demeurant professionnellement au 8A, Boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg.

Troisième résolution:

L'assemblée change la dénomination sociale de la Société actuelle en "Global Opportunities S.à r.l." et, modifie par conséquent l'article 1^{er} des statuts de la Société, comme suit:

« **Art. 1^{er}** . Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Global Opportunities S.à r.l.», (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").»

Quatrième résolution:

L'assemblée générale prend acte et accepte la démission de l'administrateur unique et du réviseur d'entreprises agréé de la Société, et décharge pleine et entière leur est accordée pour l'accomplissement de leur mandat jusqu'à ce jour.

Cinquième résolution:

L'assemblée décide de procéder à une refonte totale des statuts, afin de refléter les résolutions prises ci-avant et pour les adapter à la nouvelle forme juridique de la Société et de leur donner la teneur suivante:

Les STATUTS auront dorénavant la teneur suivante:

Version anglaise:

“ **Art. 1.** There is hereby established a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") under the name of "Global Opportunities S.à r.l." (the "Company"), which will be governed by the present articles of association (the "Articles") as well as by the respective laws and more particularly by the modified law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Law").

Art. 2. The Company may make any transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents.

The Company may borrow in any form whatever.

The Company may grant to the companies of the group or to its shareholders, any support, loans, advances or guarantees, within the limits of the Law.

Within the limits of its activity, the Company can grant mortgage, contract loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the concerning legal dispositions.

The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote its development or extension.

The Company may (but without, however, exercising at any time a professional banking activity or a regulated activity of the financial sector) acquire participations in Luxembourgish unregulated special limited partnerships (société en commandite spéciale) and manage the such participations. The Company may in particular be appointed to act as a general partner (gérant commandité) of special limited partnerships and represent such partnerships including entering into all agreements or documents as general partner of such partnerships.

Art. 3. The registered office of the Company is established in the Municipality of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

It may be transferred to any other place of the Grand Duchy of Luxembourg by simple decision of the shareholders.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the Company's nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the Company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

Art. 4. The duration of the Company is unlimited.

Art. 5. The corporate capital is set at thirty-one thousand euro (31,000.-EUR) represented by three thousand one hundred (3,100) sharequotas of ten Euro (10.-EUR) each.

When and as long as all the sharequotas are held by one person, the articles 200-1 and 200-2 among others of the amended Law are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the Company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders' meeting are not applicable.

The Company may acquire its own sharequotas provided that they be cancelled and the capital reduced proportionally.

Art. 6. The sharequotas are indivisible with respect to the Company, which recognizes only one owner per sharequota.

If a sharequota is owned by several persons, the Company is entitled to suspend the related rights until one person has been designated as being with respect to the Company the owner of the sharequota. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor. Nevertheless, the voting rights attached to the sharequotas encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

Art. 7. The transfer of sharequotas inter vivos to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital. The transfer of sharequotas mortis causa to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the sharequotas are transferred to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse. If the transfer is not approved in either case, the remaining shareholders have a preemption right proportional to their participation in the remaining corporate capital.

Each unexercised preemption right inures proportionally to the benefit of the other shareholders for a duration of three months after the refusal of approval. If the preemption right is not exercised, the initial transfer offer is automatically approved.

Art. 8. Apart from his capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the Company through the current account. The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who has made the cash advance and the Company. They will bear interest at a rate fixed by the general shareholders' meeting with a two third majority. These interests are recorded as general expenses.

The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the Company with respect to the advance and interests accrued thereon.

Art. 9. The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency of a shareholder will not put an end to the Company. In case of the death of a shareholder, the Company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

Art. 10. The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of the Company nor interfere in any manner in the management of the Company. They have to refer to the Company's inventories.

Art. 11. The Company is managed and administered by one or several managers, whether shareholders or third parties. The power of a manager is determined by the general shareholders' meeting when he is appointed. The mandate of manager is entrusted to him until his dismissal ad nutum by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the Company's transactions and to represent the Company in and out of court.

The manager(s) may appoint attorneys of the Company, who are entitled to bind the Company by their sole signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

Art. 12. No manager enters into a personal obligation because of his function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the Company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

Art. 13. The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital. Nevertheless, decisions amending the Articles can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital. Interim dividends may be distributed under the following conditions:

- interim accounts are drafted on a quarterly or semi-annual basis,
- these accounts must show a sufficient profit including profits carried forward,
- the decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the shareholders.

Art. 14. The Company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

Art. 15. Each year, as of the thirty-first day of December, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

Art. 16. Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the Company during the fifteen days preceding their approval.

Art. 17. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the Company. Each year five percent (5 %) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10 %) of the corporate capital, but they will be resumed until the

complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reason the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

Art. 18. In the event of the dissolution of the Company for whatever reason, the liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

When the Company's liquidation is closed, the Company's assets will be distributed to the shareholders proportionally to the sharequotas they are holding.

Losses, if any, are apportioned similarly, provided nevertheless that no shareholder shall be forced to make payments exceeding his contribution.

Art. 19. With respect to all matters not provided for by these Articles, the shareholders refer to the legal provisions in force.

Art. 20. Any litigation which will occur during the liquidation of the Company, either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the Company, will be settled, insofar as the Company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure."

Version française:

« **Art. 1^{er}.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Global Opportunities S.à r.l.», (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

Par ailleurs, la Société pourra (sans jamais toutefois exercer une activité bancaire professionnelle ou une activité réglementée du secteur financier) prendre des participations au Luxembourg dans des sociétés en commandite spéciale et gérer ces participations. La Société pourra en particulier être nommée en tant que gérant commandité de sociétés en commandite spéciale et pourra représenter les sociétés en commandite spéciale y compris en exécutant tout contrat ou document en tant que gérant associé de ces sociétés en commandite spéciale.

Art. 3. Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 4. La durée de la Société est illimitée.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente-et-un mille euros (31.000,- EUR), représenté par trois mille cent (3.100) parts sociales de dix euros (10,- EUR) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la Loi sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la Société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

La Société peut acquérir ses propres parts à condition qu'elles soient annulées et le capital réduit proportionnellement.

Art. 6. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 7. Les cessions de parts entre vifs à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les cessions de parts à cause de mort à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

En cas de refus d'agrément dans l'une ou l'autre des hypothèses, les associés restants possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant.

Le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés. Il doit être exercé dans un délai de trois mois après le refus d'agrément. Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 8. A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant de la Société. Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la Société. Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la Société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

Art. 9. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société. En cas de décès d'un associé, la Société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

Art. 10. Les créanciers, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 11. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Les pouvoirs d'un gérant seront déterminés par l'assemblée générale lors de sa nomination. Le mandat de gérant lui est confié jusqu'à révocation ad nutum par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la Société et pour représenter la Société judiciairement et extrajudiciairement.

Le ou les gérants peuvent nommer des fondés de pouvoir de la Société, qui peuvent engager la Société par leurs signatures individuelles, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

Art. 12. Tout gérant ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle, quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 14. L'exercice social court du premier janvier au trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 15. Chaque année, au trente-et-un décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.

Art. 16. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

Art. 17. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5 %) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 18. En cas de dissolution de la Société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés.

La liquidation de la Société terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent.

Des pertes éventuelles sont réparties de la même façon, sans qu'un associé puisse cependant être obligé de faire des paiements dépassant ses apports.

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents Statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Art. 20. Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la Société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre le ou les gérants et la Société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la Société, par arbitrage conformément à la procédure civile.»

Cinquième résolution:

L'assemblée nomme pour une durée illimitée en tant que gérant unique M. Pierre PETIT, prénommé, lequel aura tous pouvoirs d'engager et de représenter la société par sa seule signature.

En l'absence d'autres points à l'ordre du jour, la Présidente a ajourné l'assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élève approximativement à la somme de mille cent euros (1.100,- EUR).

Constatation

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête des, les statuts de la Société sont rédigés en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états civils et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: V. PIERRU, C. DOSTERT, P. PETIT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 décembre 2014. LAC/2014/62289. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Référence de publication: 2015012064/331.

(150013661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

AGS Invest S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Capital social: CHF 40.000,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 193.828.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the twenty-second day of December.

Before us Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

SFO International Sagl, with its registered office in 16, Piazza della Riscossa, 6900 Lugano, Suisse, duly represented by Mr. Xavier Mangiullo, employee, with professional address in 5, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, by virtue of proxy given to him under private seal.

Said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as above stated, has drawn up the following articles of a joint stock company to be incorporated.

Name - Registered office - Duration - Object - Capital

Art. 1. A Private Wealth Management Company ("SPF"), in the form of a joint stock company is hereby formed, that will be governed by these articles and by the relevant legislation.

The name of the company is "AGS INVEST SA SPF".

Art. 2. The registered office is established in Luxembourg-City.

The company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors or of the sole director.

Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors or of the sole director. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or in case of plurality of shareholders by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The purposes for which the company is formed are limited to the acquisition, holding, management and disposal of financial assets (within the meaning of the Law of August 5, 2005 on Financial Guarantees) and of cash and assets of any kind held in an account.

The company shall hold participating interests in other companies however it shall not exercise any management role in its subsidiary.

The company is not allowed to exercise any commercial activity.

The company shall reserve its shares either to natural persons acting in the frame of their private wealth management, either to estate management entities acting exclusively in the interest of the private estate of one or more natural persons, or to intermediaries acting on behalf of above-mentioned investors.

The securities that the company shall issue may not be the subject of a public investment or may not be quoted on the stock exchange.

The company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension, within the limits of the Law of May 11, 2007 on creation of a Private Wealth Management Company ("SPF").

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at CHF 40,000.00 (forty thousand Swiss franc) divided into 40,000 (forty thousand) shares with a nominal value of CHF 1.00 (one Swiss franc) each.

The shares can be issued registered form only.

The shares are held by eligible investors more amply defined below.

Is considered as eligible investor within the meaning of the SPF Act:

- a) a natural person acting in the framework of his/her private asset management or
- b) an asset entity acting exclusively in the interest of the private assets of one or more natural persons or
- c) an intermediary acting on the account of investors referred sub a) or
- b) of this paragraph.

Each investor must declare in writing this status to the attention of the domiciliary entity or, if not, to the SPF leaders.

The share capital may be increased or reduced by decision of the General Assembly of shareholders acting as in the case of modification of statutes.

The company may, following the conditions and terms provided for by the Act of August 10th, 1915 concerning commercial companies, as amended, repurchase its own shares.

For the period foreseen here below, the authorized capital is fixed at CHF 2,000,000.00 (two million Swiss franc) to be divided into 2,000,000 (two million) shares with a nominal value of CHF 1.00 (one Swiss franc) each.

The authorized and the subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the Articles of Incorporation.

Furthermore, the board of directors is authorized, from the date of incorporation and during a period ending on 22 December 2019, to increase in one or several times the subscribed capital, within the limits of the authorized capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, to be paid-up in cash, by contribution in kind, by compensation with uncontested, current and immediately exercisable claims against the company, or even by incorporation of profits brought forward, of available reserves or issue premiums, or by conversion of bonds as mentioned below.

The board of directors is especially authorized to proceed to such issues without reserving to the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article is, as a consequence, to be adjusted to this amendment.

Moreover, the board of directors is authorized to issue ordinary or convertible bonds, or bonds with warrants, in bearer or other form, in any denomination and payable in any currency. It is understood that any issue of convertible bonds or bonds with warrants can only be made under the legal provisions regarding the authorized capital, within the limits of the authorized capital as specified hereabove and specially under the provisions of art. 32-4 of the company law.

The board of directors shall fix the nature, price, rate of interest, conditions of issue and repayment and all other terms and conditions thereof.

A register of registered bonds will be kept at the registered office of the company.

Board of directors and statutory auditors

Art. 6. In case of plurality of shareholders, the company must be managed by a board of directors consisting of at least three members (each a "Director"), who need not be shareholders.

In case the company is established by a sole shareholder or if at the occasion of a general meeting of shareholders, it is established that the company has only one shareholder left, the company can be managed by a board of directors consisting of either one director until the next ordinary general meeting of the shareholders noticing the existence of more than one shareholder.

The directors or the sole director are appointed for a term which may not exceed six years by the general meeting of shareholders and who can be dismissed at any time by the general meeting.

If the post of a director elected by the general meeting becomes vacant, the remaining directors thus elected, may provisionally fill the vacancy. In this case, the next general meeting will proceed to the final election.

Art. 7. The board of directors chooses among its members a chairman. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the directors present at the meeting designated to that effect by the board.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

The board of directors can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted. A director can only represent one of his colleagues.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, telegram, telex or telefax, confirmed by letter.

Written resolutions approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the board of directors' meetings.

Art. 8. Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast. In case of an equality of votes, the chairman has a casting vote.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

Copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

Art. 10. The board of directors or the sole director is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interest. All powers not expressly reserved to the general meeting by the law of August 10, 1915, as subsequently modified, or by the present Articles of Incorporation of the company, fall within the competence of the board of directors.

Art. 11. The board of directors or the sole director may delegate all or part of its powers concerning the daily management to members of the board or to third persons who need not be shareholders.

Art. 12. Towards third parties, the company is in all circumstances committed, in case of a sole director by the sole signature of the sole director or, in case of plurality of directors, by the signatures of any two directors or by the sole signature of a delegate of the board acting within the limits of his powers. In its current relations with the public administration, the company is validly represented by one director, whose signature legally commits the company.

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration, and who can be dismissed at any time.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting for a period not exceeding six years.

General shareholders meeting

Art. 14. If there is only one shareholder, that sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of shareholders and takes the decision in writing.

In case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders shall represent the whole body of shareholders of the company. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation.

The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 15. The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the second Thursday of the month of June at 4 p.m.

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The board of directors or the sole director or the auditor(s) may convene an extraordinary general meeting. It must be convened at the written request of shareholders representing 10% of the company's share capital.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote.

The company will recognize only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner, in relation to the company.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on the first of January of each year and ends on the thirty one of December of the same year.

The board of directors or the sole director draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents with a report of the company's activities to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 19. At least 5% of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches 10% of the subscribed capital.

The remaining balance is at the disposal of the general meeting.

Advances on dividends may be paid by the board of directors or the sole director in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the subscribed capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the Articles of Incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers and remuneration.

General disposition

Art. 21. The law of August 10, 1915, on Commercial Companies as amended and the Law of May 11, 2007 on creation of a Private Wealth Management Company ("SPF") shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on 31st December, 2015.

The first annual general meeting shall be held in 2016.

The first directors and the first statutory auditor are elected by the extraordinary general shareholders' meeting that shall take place immediately after the incorporation of the company.

Subscription and payment

The forty thousand (40,000) shares have been entirely subscribed by the sole shareholder, SFO International Sagl, above named.

The forty thousand (40,000) shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of CHF 40,000.00 (forty thousand Swiss franc) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law of August 10, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

27190

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its incorporation is approximately fixed at EUR 1,350.-.

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder, prenamed, represented as above-mentioned, representing the whole of the share capital, passed the following resolutions:

First resolution

The number of directors is fixed at 3 (three).

The following have been elected as directors, their mandate expiring with the general annual meeting to be held in 2019:

1. Mr Giorgio Ghezzi, born on February 26, 1968 in Milano (I) professionally residing in CH - 6900 Lugano, 16, Piazza della Riscossa,
2. Mrs Francesca Docchio, born on May 29, 1971 in Bergamo (I), professionally residing in L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich,
3. Mr Franco Toscano, born on November 23, 1967 in Torino (I), residing in L-2227 Luxembourg 18, avenue de la Porte Neuve.

Second resolution

The following has been appointed as statutory auditor, its mandate expiring with the general annual meeting to be held in 2019:

FINSEV S.A., with registered office in L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, R.C.S. Luxembourg B 103749;

Third resolution

The company's registered office is located in L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by surname, Christian name, civil status and residence, said person appearing signed together with us, Notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux décembre.

Par-devant Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

SFO International Sagl, avec siège social au 16, Piazza della Riscossa, 6900 Lugano, Suisse, ici représenté par Monsieur Xavier Mangiullo, employé, demeurant professionnellement au 5, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, spécialement mandatée à cet effet par procuration lui délivrée sous seing privé.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par la mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme à constituer.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes une société de gestion de patrimoine familial, en abrégé «SPF», sous forme d'une société anonyme qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de «AGS INVEST S.A. SPF».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique de à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être

transféré dans toute autre localité du Grand-Duché au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs constitués d'instruments financiers (au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière) et d'espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Elle pourra détenir des participations dans des sociétés sans toutefois s'immiscer dans la gestion de celles-ci.

Elle ne pourra exercer aucune activité commerciale.

Elle réservera ses actions, soit à des personnes physiques agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, soit à des entités patrimoniales agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques, soit à des intermédiaires agissant pour le compte des investisseurs précités.

Les titres qu'elle émettra ne pourront faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeurs.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites fixées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à CHF 40.000,00 (quarante mille francs suisses) représenté par 40.000 (quarante mille) actions d'une valeur nominale de CHF 1,00 (un franc suisse) chacune.

Les actions peuvent être émises sous forme nominative uniquement.

Les actions sont détenues par les investisseurs éligibles plus amplement définis ci-après.

Est considéré comme investisseur éligible au sens de la Loi SPF:

- a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
- b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou
- c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

Chaque investisseur doit déclarer par écrit cette qualité à l'attention du domiciliataire ou, à défaut, des dirigeants de la SPF.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de CHF 2.000.000,00 (deux millions francs suisses) qui sera représenté par 2.000.000 (deux millions) actions d'une valeur nominale de CHF 1,00 (un franc suisse) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, dès la constitution et pendant une période prenant fin le 22 décembre 2019, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Administration - Surveillance

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins (chacun un «Administrateur»), actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération, et toujours révocables.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le deuxième jeudi du mois de juin à 16.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration respectivement par l'administrateur unique ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 10% du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence chaque année le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ainsi que la loi du 11 mai 2007 sur la société de gestion de patrimoine familial («SPF») trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2015.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2016.

Les premiers administrateurs et le premier commissaire sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Souscription et paiement

Les quarante mille (40.000) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, SFO International Sagl, précitée.

Les quarante mille (40.000) actions ont été intégralement libérées par paiement en espèces, de sorte que la somme de CHF 40.000,00 (quarante mille francs suisses) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ EUR 1.350,-.

Résolutions de l'actionnaire unique

L'actionnaire unique prénommé, représenté comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à 3 (trois).

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant lors de l'assemblée générale annuelle à tenir en l'an 2019:

1. Monsieur Giorgio Ghezzi, né le 26 février 1968 à Milano (I), résidant professionnellement au 16, Piazza della Riscossa, 6900 Lugano (CH),
2. Madame Francesca Docchio, née le 29 mai 1971 à Bergamo (I), résidant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich,
3. Monsieur Franco Toscano, né le 23 novembre 1967 à Torino (I), résidant à L-2227 Luxembourg 18, avenue de la Porte Neuve.

Deuxième résolution

Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant lors de l'assemblée générale annuelle à tenir en l'an 2019,

FINSEV S.A., avec siège social à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, R.C.S. Luxembourg B 103749.

Troisième résolution

Le siège social de la société est fixé au 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le prédit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: X. MANGIULLO, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 24 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63309. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015011814/417.

(150013609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

FA Quartet Investments II, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 161.275.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015014266/9.

(150017032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Falconer Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 170.375.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015014267/9.

(150016825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

MaForm S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 30.000,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 193.855.

—
STATUTEN

IM JAHRE ZWEITAUSENDUNDVIERZEHN,
AM SECHSZEHNTEM TAG DES MONATS DEZEMBER,

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Cosita Delvaux, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,
sind erschienen,

MaForm Holding Luxembourg S.à.r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit
Geschäftssitz in 1, rue Goethe, L-1637 Luxembourg und im Hinterlegungsprozess beim Luxemburger Handelsregister,

hier vertreten durch Jean-Luc Fisch, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg, aufgrund einer ihm erteilten pri-
vatschriftlichen Vollmacht welche vorliegender Urkunde beigefügt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde
eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat, in ihrer vorgenannten Eigenschaft, den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungs-
satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter dem Gesellschaftsnamen
"MaForm S.à.r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen
"MaForm S.à.r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls
zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die ents-
prechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist die Akquisition, der Besitz, die Verwaltung und die Veräußerung
von Beteiligungen jeder Art, an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, Unternehmen, Kapitalanlagen oder
Vermögenswerte, Akquisition durch Erwerb, die Verfügung durch Übertragung, Tausch oder auf andere Weise von Ak-
tien, Rentenpapieren/werten, Schuldscheinen, Schuldscheinförderungen, Darlehen, Darlehensanteile, Einlagezertifikate
oder Wertpapiere jeder anderen Weise oder Finanzinstrumente oder Vermögen jeder Art und das Eigentum, die Ver-
waltung, die Entwicklung und die Geschäftsleitung seines Portfolios.

Die Gesellschaft kann sich an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht verschiedener Gesellschaften oder
Unternehmen beteiligen und kann in Anlagen jeglicher Art und auf jegliche Weise investieren. Die Gesellschaft kann
ebenfalls Anteile in Personengesellschaften besitzen und ihre Geschäfte durch Zweigstellen oder Niederlassungen in
Luxemburg oder im Ausland ausführen.

Die Gesellschaft kann Darlehen jeglicher Art aufnehmen, sowie durch Privatplatzierungen, Schuldscheine, Einlagezer-
tifikate, Schuldscheinverordnungen, Rentenpapiere/Werte sowie jegliche Art von Schuldtitel und Anteilswerte ausgeben.

Die Gesellschaft kann Geldmittel, einschließlich und uneingeschränkt, die Erlöse aus Kreditverbindlichkeiten, oder aus
der Emission von Anteils- oder Schuldwertpapieren jeglicher Art an ihre Tochtergesellschaften angegliederte Gesell-
schaften und jede andere Gesellschaft oder juristische Person, die sie für geeignet erachtet, einschließlich an die direkte
oder indirekte Muttergesellschaft verleihen.

Die Gesellschaft kann zu Gunsten Dritter in Bezug auf ihr gesamtes Vermögen oder einen Teil ihres Vermögens
Sicherheiten leisten, verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um
ihren eigenen Verpflichtungen und solchen anderer Gesellschaften und Unternehmen, an denen die Gesellschaft Beteili-
gungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, nachzukommen und im
Allgemeinen zu ihrem eigenen Vorteil und zum Vorteil jeder anderen Gesellschaft oder Person.

Die Gesellschaft kann des Weiteren Teile oder die Gesamtheit ihrer Anteile verpfänden, übertragen, belasten oder in
anderer Weise mit Sicherheiten versehen.

Im Allgemeinen kann die Gesellschaft Unterstützungen jeglicher Art bewilligen (durch Kredite, Vorschüsse, Bürg-
schaften, Sicherheiten oder in anderer Art und Weise) für Firmen, Unternehmen und andere Gesellschaften, an welchen
die Gesellschaft Anteil hat oder welche Teil der Gruppe sind zu welcher die Gesellschaft gehört - die (auch auf Subor-
dinationsebene oder übergreifend), aber auch jeder anderen Gesellschaft soweit es die Gesellschaft oder juristische
Person als dienlich erachtet. Außerdem kann die Gesellschaft jegliche Art Kontroll- und Aufsichtsarbeiten wahrnehmen
und alle Arten von Vorgängen ausführen, soweit sie es für dienlich hält, um ihre Ziele zu bewältigen und auszurichten.

Die Gesellschaft kann in Rechte an Patenten oder anderen Rechten an geistigem Eigentum jeglicher Art und Herkunft,
zum Zwecke von Entwicklung, Lizenzgebund oder Sub- Lizenzierung, akquirieren, halten, darüber verfügen und investie-
ren.

Die oben genannte Aufzählung ist im weiten Sinne zu verstehen und nicht abschließend oder beschränkt in irgendeiner Art und Weise. Das Ziel der Gesellschaft umfasst jegliche Transaktion oder Vertrag, welche sie eingeht soweit es mit dem Vorgenannten in Einklang steht.

Schlussendlich kann die Gesellschaft alle Handlungen kommerzieller, technischer, finanzieller Art und andere Vorgänge vornehmen, soweit Sie direkt oder indirekt mit dem Aufgabenbereich der Firma verbunden sind und die Bewältigung ihrer Ziele erleichtert.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur vollständigen Beendigung dieser ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf dreißigtausend Euro (EUR 30.000), eingeteilt in dreißigtausend (30.000) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1). Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden.

Verfügbares Anteilsagio kann ausgeschüttet werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer, die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln teilnehmen sofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbes-

chluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden, sind nicht notwendig.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführungssitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telefax, Email oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, im Falle einer Geschäftsführung, durch die gemeinsame Unterschrift zweier Geschäftsführer gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder zwei der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, oder per Telefax oder Email oder per ähnlichem Kommunikationsmittel zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens zwei (2) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs oder per Telefax oder Email oder per ähnlichem Kommunikationsmittel übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in die-

ser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Geschäftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Geschäftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit darf die Gesellschaft mehr als vierzig (40) Gesellschafter haben.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr den Jahresabschluss der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann den Jahresabschluss am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Geschäftskapitals beträgt.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Geschäftskapital von dreißigtausend Euro (EUR30.000) eingezahlt und dreißigtausend (30.000) Geschäftsanteile gezeichnet.

Alle Anteile wurden in bar voll eingezahlt, so dass der Betrag von dreißigtausend Euro (EUR 30.000) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

Feststellung

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen des Artikels 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 1.400,- geschätzt.

Außerordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in:

1, rue Goethe, L-1637 Luxembourg

2. Die folgenden Personen werden für einen unbeschränkten Zeitraum zu den Geschäftsführern der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:

- Maciej Formanowicz, geboren am 24. August 1949 in Poznan, Polen, wohnhaft in Niecala 7/17, PL 00-098 Warschau;
- Marc Schintgen, geboren am 9 März 1965 in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, geschäftsansässig in 1, rue Goethe, L-1637 Luxembourg; und
- Michal Wittmann, geboren am 4 Februar 1950 in Sokolo, Tschechische Republik, geschäftsansässig in 1, rue Goethe, L-1637 Luxembourg.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, welcher der englischen Sprache kundig ist, bestätigt hiermit dass auf Anfrage der erschienenen Partei vorliegende Urkunde in deutscher Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer englischen Übersetzung, und dass im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die deutsche Fassung maßgebend ist.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Partei der dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstände und Wohnorte bekannt sind, haben dieselben zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Folgt die englische übersetzung des vorstehenden textes:

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND FOURTEEN,
ON THE SIXTEENTH DAY OF THE MONTH OF DECEMBER.

Before Maître Cosita Delvaux, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

MaForm Holding Luxembourg S.à.r.l., limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office in 1, rue Goethe, L-1637 Luxembourg and in process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register;

here represented by Jean-Luc Fisch, attorney, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, represented as above stated, has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "MaForm S.à.r.l." which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "MaForm S.à.r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the acquisition, holding, management and disposal of participations and any interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, enterprises or investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, loans, loan participations, certificates of deposits and any other securities or financial instruments or assets of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise and may invest in any way and in any type of assets. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, certificates, notes and debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies or any other company or entity as it deems fit including without limitation any direct or indirect parent company.

The Company may give guarantees and grant securities to any third party for its own obligations and undertakings as well as for the obligations of any company or other enterprise in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity as it deems fit and generally for its own benefit or such entities' benefit. The Company may further pledge, transfer or encumber or otherwise create securities over some or all of its assets.

In a general fashion it may grant assistance in any way (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (including upstream or cross-stream) or any other company or entity as the Company may deem fit, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may hold, acquire, dispose, and invest in any manner in, development, licensing or sub licensing, of any patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

Any of the above is to be understood in the broadest sense and any enumeration is not exhaustive or limiting in any way. The object of the Company includes any transaction or agreement which is entered into by the Company consistent with the foregoing.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at thirty thousand Euros (EUR 30,000) represented by thousand (30,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1) each. The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile or e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the joint signature of any two of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or any two of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company or facsimile or e-mail or any other similar means of communication at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company or facsimile or e-mail or any other similar means of communication at least two (2) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than forty (40) shareholders.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2014.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed to and entirely paid-up thirty thousand (30,000) shares.

All the shares have been entirely paid up by contribution in cash, so that the company has now at its disposal the sum of thirty thousand Euros (EUR 30,000) as was certified to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions fixed in art. 183 of the law on Commercial Companies of September 18, 1933 have been fulfilled.

Expenses, valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,400.-.

Extraordinary decision of the sole shareholder

The shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is established at:

1, rue Goethe, L-1637 Luxembourg

2. The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:

- Maciej Formanowicz, born on 24 August 1949 in Poznan, Poland, and having his address at Niecala 7/17, PL 00-098 Warschau;

- Marc Schintgen, born on 9 March 1965 in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and having his professional address at 1, rue Goethe, L-1637 Luxembourg; and

- Michal Wittmann, born on 4 February 1950 in Sokolo, Czech Republic, and having his professional address at 1, rue Goethe, L-1637 Luxembourg.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The undersigned notary who understands and speaks German and English states herewith that on request of the above appearing party the present deed is worded in German followed by an English translation. On request of the same appearing party and in case of divergences between the German and the English texts, the German version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Gezeichnet: J.-L. FISCH, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 décembre 2014. Relation: LAC/2014/61056. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I.THILL.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 22. Januar 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015012223/454.

(150014412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

World Investors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 193.846.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the twenty-ninth of December.

Before the undersigned Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg,

THERE APPEARED:

Stichting Administratie Kantoor “World Investors”, a trust foundation incorporated according to Dutch law, with registered office at Claudius Prinsenlaan 144, 4818 CP Breda, The Netherlands,

hereby represented by Ms Corinne Muller, with professional address in Luxembourg,

by virtue of a proxy given privately to her on 26 December 2014 (hereinafter referred to as the “appearing party” or the “founding shareholder”).

The aforesaid proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary, to enact as follows the articles of association of a private limited liability company (Société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Section I. - Form - Name - Purpose - Duration - Registered office

1. Form. There is hereby formed a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”), (the “Company”), governed by the laws pertaining to such an entity, especially the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time (the “Law”), as well as by the present Articles of Association (the “Articles”).

2. Name. The Company’s name is “World Investors S.à r.l.”.

3. Purpose. The Company’s purpose is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual property assets, industrial property assets, stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships. The Company may borrow in any form and may issue bonds, without a public offer, which may be convertible and may issue debentures.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

4. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

5. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg). It may be transferred to any other place within the municipality of Luxembourg by means of a resolution of the Manager, or in case of plurality of Managers, by a decision of the board of Managers in accordance with these Articles.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

The Company may have branches and offices, both in Luxembourg or abroad.

Section II. - Capital - Shares

6. Capital. The Company's share capital is set at twenty-three thousand five hundred sixty euro (EUR 23,560.-), represented by twenty three thousand five hundred sixty (23,560) shares in registered form, having a par value of Euro 1,- (one Euro) each, all subscribed and fully paid up, which are divided into:

- twelve thousand four hundred (12.400) class A shares having a par value of Euro 1,- (one Euro);
- one thousand two hundred forty (1.240) class B shares having a par value of Euro 1,- (one Euro);
- one thousand two hundred forty (1.240) class C shares having a par value of Euro 1,- (one Euro);
- one thousand two hundred forty (1.240) class D shares having a par value of Euro 1,- (one Euro);
- one thousand two hundred forty (1.240) class E shares having a par value of Euro 1,- (one Euro);
- one thousand two hundred forty (1.240) class F shares having a par value of Euro 1,- (one Euro);
- one thousand two hundred forty (1.240) class G shares having a par value of Euro 1,- (one Euro);
- one thousand two hundred forty (1.240) class H shares having a par value of Euro 1,- (one Euro);
- one thousand two hundred forty (1.240) class I shares having a par value of Euro 1,- (one Euro);
- one thousand two hundred forty (1.240) class J shares having a par value of Euro 1,- (one Euro);

The class A to J shares are hereafter together referred to as the "Classes of Shares" and individually as a "Class of Shares".

The share capital may be increased and new Classes of Shares may be issued by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital and subject to the provisions of articles 68, 69, 69-1 and 69-2 of the Law.

The share capital may only be reduced by a general meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the articles. This means by a resolution taken by a general meeting representing at least 50% of the share capital and accepted by a majority of at least 75% of the votes. If the quorum of 50% is not reached at a first meeting, the shareholder shall be convened to a second meeting. Resolutions will be validly taken at this second meeting by a majority of 75% of the votes, regardless of the portion of share capital represented.

If the reduction is to be carried out by means of a repayment to shareholders or a waiver of their obligation to pay up their shares, the creditors whose claims predate the publication in the Mémorial C of the minutes of the meeting may, within two months from such publication, apply for the constitution of security to the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters and sitting as in urgency matters.

The reduction of the share capital may not result in the capital being reduced below the legally prescribed minimum. Furthermore the articles 68, 69, 69-1 of the Law are applicable.

In addition to the issued capital, the Company may decide to create share premium accounts connected to each class of shares, for entire shares only. The share premium may only be increased or reduced by a general meeting, acting in conformity with the above mentioned rules for the reduction of the share capital.

7. Voting rights. Each share, whatever its class, has identical voting rights and each shareholder has total voting rights commensurate with such shareholder's total ownership of shares.

8. Indivisibility of Shares. Towards the Company, the shares are indivisible and the Company will recognize only one owner per share.

9. Transfer of Shares. The shares are freely transferable among shareholders of the Company.

Transfers of shares to non-shareholders are subject to the prior approval of a shareholder or shareholders holding at least seventy-five percent (75%) of the share capital of the Company given in a general meeting.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Law.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

10. Redemption of shares. The Company may redeem its own shares composing the Classes of Shares, in the framework of a decrease of its subscribed capital by cancellation of the redeemed shares, under the following terms and conditions:

(i) An entire whole Class of Shares must be redeemed.

(ii) The redemption price shall be set by reference to (a) an amount equal to the nominal value of each redeemed share or, if higher, to (b) an amount equal to the Available Amount (as defined herein), divided by the number of shares in the corresponding Class of shares.

The Available Amount shall be determined by the following formula: the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the shareholders would have been entitled to dividend distributions according to these Articles, increased by (i) any freely distributable share premium and other freely distributable reserves and (ii), as the case may be, by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) and (ii) any sums to be placed

into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts.

Interim Accounts are the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

Interim Account Date means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of shares.

(iii) Where the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable sums are available as regards the excess purchase price.

(iv) The redemption shall be carried out by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken in accordance with the conditions for a reduction of the share capital as mentioned in article 6 of the present Articles.

(v) The redeemed shares shall be immediately cancelled following the decrease of the capital.

Section III. - Managers

11. Appointment and Removal of managers.

11.1 The Company shall be managed by one or more managers (individually a Manager, collectively the Managers). The Manager(s) need not to be shareholder(s). If the Company is managed by more than one manager, the Company shall be managed jointly by three Managers, one A Manager two B managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office.

11.2. The Managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

12. Board of Managers. The Managers constitute the board of Managers (the Board).

12.1. Powers of the Board of Managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

12.2. Procedure

(i) The Board meets at the request of any Manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all Managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that know the agenda for the meeting. A Manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A Manager may grant another Manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may deliberate and act validly only if at least one A Manager and one B Manager are present or represented. Board decisions shall be validly adopted by a majority vote of the A and B Managers present or represented. Board decisions are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the Managers present or represented.

(vi) Any Manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the Managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

12.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signature of an A Manager and a B Manager.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated by an A Manager and a B Manager.

(iii) Following Partner(s) resolution, the Company's day-to-day transactions and operations may be managed by a B Manager. The Company will be bound towards third parties by the individual signature of an A or a B Manager.

13. Sole Manager. If the Company is managed by a sole Manager, all references in the Articles to the Board or the Managers are to be read as references to the sole Manager, as appropriate.

The Company is bound towards third parties by the signature of the sole Manager.

The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom the sole Manager has delegated special powers.

14. Liability of the Managers. The Managers may not, be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

Section IV. - Shareholder meetings

15. Sole shareholder. In case the Company has only one shareholder, the authority of the meeting of shareholders is attributed to the sole shareholder and the decisions of this sole shareholder are taken in the form as foreseen in the Law and these Articles.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded on minutes or drawn-up in writing.

16. General meetings. General meetings of shareholders may be convened by the sole Manager or the board of Managers, as the case may be, failing which by shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be sent to each shareholder at least 24 hours before the meeting, specifying the time and place of the meeting.

If all the shareholders are present or represented at the general meeting, and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may be represented and act at any general meeting by appointing in writing another person to act as such shareholder's proxy, which person needs not be shareholder of the Company.

Resolutions of the general meetings of shareholders are validly taken when adopted by the affirmative vote of shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company. If the quorum is not reached at a first meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second meeting.

Resolutions will be validly taken at this second meeting by a majority of votes cast, regardless of the portion of share capital represented.

However, resolutions to amend the Articles, shall only be adopted by a resolution taken by a general meeting representing at least 50% of the share capital and accepted by a majority of at least 75% of the votes. If the quorum of 50% is not reached at a first meeting, the shareholder shall be convened to a second meeting. Resolutions will be validly taken at this second meeting by a majority of 75% of the votes, regardless of the portion of share capital represented.

The holding of shareholders meetings is not compulsory as long as the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In the absence of meetings, shareholders resolutions are validly taken in writing, at the same majority vote cast as the ones provided for general meetings, provided that each shareholder receives in writing by any suitable communication means the whole text of each resolution to be approved prior to his written vote.

When the holding of shareholders meetings is compulsory, a general meeting shall be held annually in Luxembourg at the registered office of the Company on the third Friday of June or on the following day if such day is a public holiday.

Section V. - Financial year - Balance sheet - Allocation of Profits

17. Financial year. The financial year of the Company starts on January 1 and ends on December 31.

18. Annual accounts. Each year, as at the end of the financial year, the sole Manager or the board of Managers, as the case may be, shall draw up a balance sheet and a profit and loss account in accordance with the Law, to which an inventory will be annexed, all together the annual accounts that will then be submitted to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the general shareholders meeting.

19. Allocation of Profits. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions, such as approved by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of the shareholders, represents the net profit of the Company.

Each year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve account of the Company. This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of the share capital.

The remaining profit shall be allocated by the sole shareholder or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders, resolving to distribute it in accordance with Article 21 of the Articles and proportionally to all or any one specific class of the shares they hold, to carry it forward, or to transfer it to a distributable reserve.

20. Interim dividends. Notwithstanding the above provision, the sole Manager or the Board as the case may be, may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year subject to the following conditions:

(i) The Board must draw up interim accounts;

(ii) The interim accounts must show that sufficient profits and other reserves are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve established in accordance with the Law or the Articles;

(iii) Within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) Taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the Shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

21. Dividend distribution. In the event of a dividend distribution and to that extent that there are sufficient distributable funds, such dividend shall be allocated and paid as follows:

(i) an amount equal to 0.25% of the nominal value of each share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their class A shares;

(ii) an amount equal to 0.30% of the nominal value of each share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their class B shares;

(iii) an amount equal to 0.35% of the nominal value of each share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their class C shares;

(iv) an amount equal to 0.40% of the nominal value of each share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their class D shares;

(v) an amount equal to 0.45% of the nominal value of each share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their class E shares;

(vi) an amount equal to 0.50% of the nominal value of each share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their class F shares;

(vii) an amount equal to 0.55% of the nominal value of each share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their class G shares;

(viii) an amount equal to 0.60% of the nominal value of each share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their class H shares;

(ix) an amount equal to 0.65% of the nominal value of each share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their class I shares;

(x) an amount equal to 0.70% of the nominal value of each share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their class J shares;

(xi) the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last class in the reverse alphabetical order (i.e. first class J shares, then if no class J shares are in existence, class I shares and in such continuation).

Section VI. - Dissolution - Liquidation

22. Dissolution. The dissolution of the Company shall be resolved by the sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of Shareholders by a resolution taken by a vote of the majority of the Shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital. The Company shall not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of any shareholder.

23. Liquidation. The liquidation shall be carried out by one or more liquidators, appointed by the general meeting of Shareholders which will specify their powers and fix their remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of Shareholders or by Law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company, it being specified that the liquidation surplus of the Company is to be disposed of in the manner provided for in articles 8 and 21 of these Articles and proportionally to the shares held by the shareholders.

Section VII. - General provisions

24. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Subscription - Payment

The entirety of the twenty-three thousand five hundred sixty (23,560) Shares, divided into twelve thousand four hundred (12,400) Class A Shares, one thousand two hundred forty (1,240) Class B Shares, one thousand two hundred forty (1,240) Class C Shares, one thousand two hundred forty (1,240) Class D Shares, one thousand two hundred forty (1,240) Class E Shares, one thousand two hundred forty (1,240) Class F Shares, one thousand two hundred forty (1,240) Class G Shares, one thousand two hundred forty (1,240) Class H Shares, one thousand two hundred forty (1,240) Class I Shares and one thousand two hundred forty (1,240) Class J Shares, representing the entire share capital of the Company have been entirely subscribed by the sole shareholder, pre-named and represented as stated above, and fully paid up through a contribution in kind as described below:

- 501,823 shares (125,456 A shares and 376,367 B shares) of “Lakecorp Limited”, a company incorporated under the laws of Cyprus having its registered office at Julia House, 3, Themistocli Dervi, P.C. 1066, Nicosia, Cyprus, that is to say 100% of its whole issued share capital and fully owned by “Stichting Administratiekantoor World Investors”.

This contribution in kind has been valued to EUR 10,000,000,- (ten million euro) amongst which:

- twenty three thousand five hundred sixty euro (EUR 23,560.00.-) has been allocated to the share capital of the Company:

- nine million nine hundred seventy six thousand four hundred forty euro (EUR 9,976,440.-) has been allocated to the share premium accounts of the Company. An amount of nine hundred ninety-seven thousand six hundred forty-four euro (EUR 997,644.-) has been allocated to each share premium account connected to each of the class of shares starting A to J.

Evidence of the existence of contribution

Proof of the ownership and the value of such shares have been given to the undersigned notary by a copy of a recent trade register extract of the concerned company, its recent balance sheet and a declaration issued by the Managers attesting the current number of shares, their ownership, and their true valuation in accordance with current market trends.

Effective implementation of contribution

“Stichting Administratie Kantoor World Investors”, contributor here represented as stated here above, declares that:

- it holds all shares of Lakecorp Limited
- the shares are fully paid up and in registered form;
- it is the entity solely entitled to the shares and possessing the power to dispose of the shares;
- there exist no pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that one or more of the shares be transferred;
- none of the shares are encumbered with any pledge or usufruct, there exist no rights to acquire any pledge or usufruct of the shares and non of the shares are subject of any attachment;
- the shares are freely transferable.

Estimate of costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately EUR 4,800.-

Resolutions taken by the Sole Shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following persons are appointed as Managers of the Company for an indefinite period:
 - (a) M. Johan van den Berg, manager, residing at 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, as manager class “A”;
 - (b) Ms Corinne Muller, residing at 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, as manager class “B”;
 - (c) Trustmoore S.A., with registered office at 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, duly registered under number B 156.963 at the Luxembourg Trade Register, as manager class “B”;
2. The registered office of the Company is set at 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
3. The Company’s first financial year, by way of exception, shall end on 31 December 2014.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks French and English, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by an French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the French and the English text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the Proxy-holder of the appearing party, the said Proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le vingt-neuf décembre.

Par devant Maître Henri HELLINCKX, notaire soussigné, de résidence à Luxembourg,

A COMPARU:

Stichting Administratie Kantoor «World Administrators», une fondation constituée conformément aux droit néerlandais, établie et ayant son siège social à Claudius Prinsenlaan 144, 4818 CP Breda, Pays-Bas,

Ici représentée par Madame Corinne Muller, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui donnée le 26 décembre 2014, (ci-après la "partie comparante" ou "l'associée fondatrice").

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Section I. - Forme - Nom - Objet social - Durée - Siège social

1^{er}. Forme. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts").

2. Nom. La Société aura la dénomination "World Investors S.à r.l."

3. Objet social. L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actifs de propriété intellectuelle, d'actifs de propriété industrielle, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations qui pourront être convertibles (à condition que celle-ci ne soit pas publique) et à l'émission de reconnaissances de dettes.

D'une façon générale, elle peut accorder une assistance aux sociétés affiliées, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société pourra effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg-ville (Grand-duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance conformément aux Statuts.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par délibération prise à la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pourcent (75%) du capital social.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Section II. - Capital Social - Parts sociales

6. Capital. Le capital social de la Société est fixé à vingt-trois mille cinq cent soixante euros (EUR 23.560,-), représenté par vingt-trois mille cinq cent soixante (23.560) parts sociales nominatives, ayant chacune une valeur nominale d'un euro (Euro 1,-), toutes souscrites et entièrement libérées, lesquelles sont divisées comme suit:

- douze mille quatre cents (12.400) parts sociales de la catégorie A ayant chacune une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-);
- mille deux cent quarante (1.240) parts sociales de la catégorie B ayant chacune une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-);
- mille deux cent quarante (1.240) parts sociales de la catégorie C ayant chacune une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-);
- mille deux cent quarante (1.240) parts sociales de la catégorie D ayant chacune une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-);
- mille deux cent quarante (1.240) parts sociales de la catégorie E ayant chacune une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-);
- mille deux cent quarante (1.240) parts sociales de la catégorie F ayant chacune une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-);
- mille deux cent quarante (1.240) parts sociales de la catégorie G ayant chacune une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-);
- mille deux cent quarante (1.240) parts sociales de la catégorie H ayant chacune une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-);

- mille deux cent quarante (1.240) parts sociales de la catégorie I ayant chacune une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-);

- mille deux cent quarante (1.240) parts sociales de la catégorie J ayant chacune une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-);

Les parts sociales de catégorie A à J sont collectivement définies ci-après comme les «Catégories de Parts Sociales» et individuellement comme une «Catégorie de Parts Sociales».

Le capital social pourra être augmenté et des nouvelles Catégories de Parts Sociales pourront être émises par résolution de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par délibération prise à la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pourcent (75%) du capital social et conformément à la Loi.

Le capital social pourra seulement être réduit par l'assemblée générale, agissant conformément aux conditions précitées pour la modification des statuts. Cela veut dire par résolution prise par l'assemblée générale représentant au moins 50% du capital social et acceptée par une majorité d'au moins 75% des votes. Si le quorum de 50% n'est pas atteint lors de la première assemblée, l'associé sera convoqué à une deuxième assemblée. Les résolutions seront prises valablement lors de la deuxième assemblée par une majorité de 75% des votes, quelque soit la portion du capital social représenté.

Si la réduction doit se faire au moyen d'un remboursement aux associés ou par une dispense de ceux-ci de libérer leurs parts sociales, les créanciers dont la créance est antérieure à la date de la publication au Mémorial C du procès-verbal de délibération peuvent, dans les deux mois à compter de cette publication, demander au magistrat président la chambre du Tribunal d'Arrondissement siégeant en matière commerciale et comme en matière de référés, la constitution de sûretés.

La réduction du capital sociale ne peut pas aboutir à ramener celui-ci à un montant inférieur au minimum légal. Pour le surplus, les articles 68, 69, 69-1 de la Loi sont applicables.

En plus du capital social souscrit, la Société pourra décider de créer un compte de prime d'émission lié à chaque Catégorie de Parts Sociales, seulement pour des parts sociales entières. Les primes d'émission ne pourront être augmentées ou réduites par résolution de l'assemblée générale, agissant conformément aux dispositions précitées applicables à la réduction du capital social.

7. Droits de vote. Chaque part sociale, indépendamment de la Catégorie de Parts Sociales, donne droit au vote et chaque associé détient des droits de vote en proportion avec le nombre de parts sociales détenues.

8. Indivisibilité des Parts Sociales. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte que la Société reconnaîtra seulement un seul propriétaire par part sociale.

9. Transfert de Parts sociales. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés de la Société.

Des cessions des parts sociales à des tiers sont soumises à l'approbation préalable de l'associé ou des associés détenant au moins soixante-quinze pourcent (75%) du capital social de la Société décidé par l'assemblée générale.

Une cession de parts sociales ne sera opposable à la Société ou des tiers suivant une notification à, ou l'acceptation par la Société conformément à l'article 1690 du Code Civil.

En général les articles 189 et 190 de la Loi sont applicables.

10. Rachat de Parts sociales. La Société pourra procéder au rachat de ses propres parts sociales et catégories de Parts Sociales dans le cadre d'une réduction de son capital social souscrit par l'annulation des parts sociales rachetées, sous les conditions suivantes:

(i) La totalité d'une catégorie de parts sociales doit être rachetée.

(ii) Le prix de rachat sera déterminé en tenant compte de (a) un montant égal à la valeur nominale de chaque part sociale rachetée ou, si plus élevé, (b) d'un montant égal au Montant Disponible (comme défini ci-après), divisé par le nombre de parts sociales dans la catégorie correspondante.

Le Montant Disponible sera déterminé comme suit: le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés) dans la mesure où les associés seraient en droit de recevoir les dividendes conformément aux présents Statuts, augmentés par (i) des primes d'émission distribuables et toute autre réserve distribuable et (ii), le cas échéant, par le montant de la réduction de capital et de la réduction de la réserve légale liée à la catégorie de parts sociales à annuler mais réduit par (i) toute perte (y compris les pertes reportées) et (ii) toute somme à transférer dans une réserve conformément à la Loi ou aux Statuts, chaque fois comme établi dans les Comptes Intérimaires concernés.

Les Comptes Intérimaires sont les comptes intérimaires de la Société tels qu'établis à la Date des Comptes Intérimaires.

La Date des Comptes Intérimaires signifie la date entre le huitième (8^{ème}) jour et la date du rachat et annulation de la catégorie de parts sociales concernée.

(iii) Lorsque le prix de rachat excède la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où les sommes distribuables suffisantes sont disponibles en ce qui concerne l'excédent du prix de rachat.

(iv) Le rachat sera décidé par résolution de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par résolution prise par vote d'une majorité d'associés, représentant au moins soixante-quinze pourcent (75%) du capital social.

(v) Les parts sociales rachetées seront immédiatement annulées après la réduction du capital.

Section III. - Gérants

11. Nomination et démission des gérants.

11.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants (individuellement un «Gérant», collectivement les «Gérants»). Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Si la Société est gérée par plus qu'un gérant, la Société sera gérée conjointement par trois gérants, un gérant de la catégorie A et deux gérants de la catégorie B nommés par une résolution de l'associé unique ou par assemblée des associés qui détermine la durée de leur mandat.

11.2. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum à tout moment par une résolution de(s) l'associé(s).

12. Conseil de Gérance. Les gérants forment le conseil de gérance (le Conseil).

12.1. Pouvoirs du Conseil

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou par les Statuts seront de la compétence du gérant en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui dispose de plein pouvoir afin d'exécuter et d'approuver tous les actes et transactions en conformité avec l'objet social de la Société.

(ii) Le Conseil peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

12.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit à la demande de tout gérant, au lieu indiqué dans la convocation, qui est en principe au Luxembourg.

(ii) Convocation écrite de toute réunion du Conseil est donnée à tous les Gérants aux moins vingt-quatre (24) heures en avance, sauf en cas d'urgence, dont la nature et les circonstances seront expliquées dans la convocation.

(iii) Aucune convocation n'est nécessaire si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et confirment connaître l'ordre du jour. Un Gérant peut renoncer à être convoqué, soit avant soit après la réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas nécessaires pour les réunions qui sont tenues aux dates et lieux indiqués dans un schéma adopté préalablement par le Conseil.

(iv) Un Gérant peut se faire représenter par un autre Gérant lors d'un Conseil de Gérance.

(v) Le Conseil peut délibérer et agir valablement lorsqu'au moins un Gérant A et un Gérant B sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil seront valablement adoptées à la majorité par les Gérants A et B présents ou représentés. Les décisions du Conseil seront enregistrées dans un procès-verbal signé par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les Gérants présents ou représentés.

(vi) Tout Gérant pourra participer dans toute réunion du Conseil par téléphone ou vidéo conférence, ou par tout autre moyen de communication qui permet de prendre part dans la réunion afin d'identifier, d'entendre et de parler à chacun. Une telle participation est considérée comme une participation en personne lors d'une réunion dûment convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les Gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont autant valables que celles prises lors d'une réunion dûment convoquée et tenue, et portent la date de la dernière signature.

12.3. Représentation

(i) La Société sera engagée envers des tiers par la signature conjointe d'un Gérant A et d'un Gérant B dans tous les cas.

(ii) La Société sera engagée également envers des tiers par la signature de toute personne à qui un pouvoir spécial a été délégué par un Gérant A et un Gérant B.

(iii) Conformément à une résolution de l'associé unique ou une délibération des associés, la gestion quotidienne des opérations de la Société pourront être confiée à des Gérants de la Catégorie B. La Société sera engagée envers des tiers par la signature individuelle d'un Gérant B.

13. Gérant Unique. Si la Société est gérée par un Gérant Unique, toutes les références dans les présents Statuts au Conseil de Gérance sont à interpréter comme références au Gérant Unique, le cas échéant.

La Société sera engagée envers des tiers par la signature du Gérant Unique.

La Société sera engagée également envers des tiers par la signature de toute personne à qui le Gérant Unique a délégué un pouvoir spécial.

14. Responsabilité des Gérants. Les Gérants ne pourront pas être tenus personnellement responsables en raison de leur mandat des obligations qu'ils ont pris valablement au nom de la Société, à condition que ces obligations soient conformes aux Statuts et à la Loi.

Section IV. - Assemblées d'Associés

15. Associé Unique. Dans le cas où la Société a un associé unique, l'autorité d'une réunion des associés est attribuée à l'associé unique et les décisions de cet associé unique sont prises dans la forme prévue dans la Loi et les présents Statuts.

En dehors des opérations courantes conclues dans les conditions normales, des contrats conclus entre l'associé unique et la Société devront être établis par écrit ou dans un procès-verbal.

16. Assemblées Générales. Des assemblées générales des associés pourront être convoquées par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance, le cas échéant, ou à défaut par les associés représentant plus de cinquante pourcent (50%) du capital social de la Société.

Des convocations écrites contenant l'ordre du jour seront envoyées à chaque associé au moins 24 heures avant l'assemblée, indiquant l'heure et le lieu de l'assemblée.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et confirment qu'ils ont été dûment informés de l'ordre du jour, l'assemblée générale pourra être tenue sans convocation préalable.

Tout associé pourra être représenté et intervenir dans toute assemblée générale en donnant procuration écrite à toute autre personne qui n'a pas besoin d'être associé de la Société.

Des résolutions de l'assemblée générale sont prises valablement par le vote des associés représentant plus de cinquante pourcent (50%) du capital social de la Société. Si le quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, les associés seront convoqués par courrier recommandé pour une deuxième assemblée.

Des résolutions seront valablement prises lors de cette deuxième assemblée par la majorité des votes émis, indépendamment de la portion du capital social représenté.

Toutefois, des résolutions pour modifier les Statuts pourront seulement être adoptées par une décision prise par l'assemblée générale représentant au moins 50% du capital social et acceptée par une majorité d'au moins 75% des votes. Si le quorum de 50% n'est pas atteint lors de la première assemblée, l'associé sera convoqué à une deuxième assemblée. Les résolutions seront prises valablement lors de la deuxième assemblée par une majorité de 75% des votes, quelque soit la portion du capital social représenté.

La tenue des assemblées d'associés n'est pas obligatoire tant que le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq (25). En l'absence d'assemblées, des résolutions d'associés sont prises valablement par écrit, à la même majorité que celle requise pour les assemblées générales, pourvu que chaque associé reçoive par écrit la communication de la totalité du texte de chaque résolution à approuver.

Lorsque la tenue d'assemblée devient obligatoire, une assemblée générale sera tenue annuellement à Luxembourg au siège social de la Société tous les troisième vendredi du mois de juin ou tout jour suivant si un tel jour est un jour férié.

Section V. - Année Sociale - Comptes Annuels- Allocation des Bénéfices

17. Année Sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

18. Comptes Annuels. Chaque année, à la fin de l'année sociale, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance, le cas échéant, fera établir des comptes de pertes et profits, conformément à la Loi, auxquels un inventaire sera annexé, formant ensemble les comptes annuels qui seront soumis à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, à l'assemblée générale des associés.

19. Allocation des Bénéfices. Le solde créditeur des comptes pertes et profits, après déduction des frais généraux, amortissements, charges et provisions, tels qu'approuvés par l'associé ou, le cas échéant, les associés réunis en assemblée générale, constituent le bénéfice net de la Société.

Chaque année, sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le bénéfice restant pourra être alloué par l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés, décidant de le distribuer conformément à l'Article 21 des Statuts et en proportion avec une ou toutes les catégories spécifiques de parts sociales détenues, ou de le reporter, ou de le transférer à une réserve distribuable.

20. Dividendes Intérimaires. Sans préjudice à l'article précédent, le Gérant Unique ou, le cas échéant, le Conseil, pourra décider de payer des dividendes intérimaires avant la fin de l'année financière dans les conditions suivantes:

(i) Le Conseil doit faire établir des comptes intérimaires;

(ii) Les comptes intérimaires font apparaître que des bénéfices suffisants et d'autres réserves sont disponibles pour la distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés depuis la fin de la dernière année comptable dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des profits reportés et des réserves distribuables, mais réduits par les pertes reportées et les sommes à attribuer à la réserve légale établis conformément à la Loi et aux Statuts;

(iii) Le Conseil doit décider la distribution des dividendes intérimaires endéans les deux (2) mois de la date des comptes intérimaires; et

(iv) Compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés par la distribution d'un dividende intérimaire.

Si les dividendes intérimaires payés excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'année comptable, le Conseil a le droit de réclamer le remboursement des dividendes qui ne correspondent pas aux profits effectivement réalisés et les Associés doivent immédiatement rembourser le l'excédent perçu en trop à la Société si le Conseil le requiert.

21. Allocation de Dividendes. Dans le cadre d'une distribution de dividende et dans la mesure où les fonds sont suffisants, un tel dividende sera alloué et payé comme suit:

- (i) un montant équivalent à 0,25% de la valeur nominale de chaque part sociale sera distribué à parts égales à tous les associés et à pro rata de leur détention des parts sociales de catégorie A;
- (ii) un montant équivalent à 0,30% de la valeur nominale de chaque part sociale sera distribué à parts égales à tous les associés et à pro rata de leur détention des parts sociales de catégorie B;
- (iii) un montant équivalent à 0,35% de la valeur nominale de chaque part sociale sera distribué à parts égales à tous les associés et à pro rata de leur détention des parts sociales de catégorie C;
- (iv) un montant équivalent à 0,40% de la valeur nominale de chaque part sociale sera distribué à parts égales à tous les associés et à pro rata de leur détention des parts sociales de catégorie D;
- (v) un montant équivalent à 0,45% de la valeur nominale de chaque part sociale sera distribué à parts égales à tous les associés et à pro rata de leur détention des parts sociales de catégorie E;
- (vi) un montant équivalent à 0,50% de la valeur nominale de chaque part sociale sera distribué à parts égales à tous les associés et à pro rata de leur détention des parts sociales de catégorie F;
- (vii) un montant équivalent à 0,55% de la valeur nominale de chaque part sociale sera distribué à parts égales à tous les associés et à pro rata de leur détention des parts sociales de catégorie G;
- (viii) un montant équivalent à 0,60% de la valeur nominale de chaque part sociale sera distribué à parts égales à tous les associés et à pro rata de leur détention des parts sociales de catégorie H;
- (ix) un montant équivalent à 0,65% de la valeur nominale de chaque part sociale sera distribué à parts égales à tous les associés et à pro rata de leur détention des parts sociales de catégorie I;
- (x) un montant équivalent à 0,70% de la valeur nominale de chaque part sociale sera distribué à parts égales à tous les associés et à pro rata de leur détention des parts sociales de catégorie J;
- (xi) le solde du montant total distribué sera alloué dans sa totalité aux détenteurs de la dernière classe de parts sociales dans l'ordre alphabétique inversé (c.à.d. d'abord les parts sociales des classe J, après, s'il n'existe plus de parts sociales de classe J, les parts sociales de classe I, ainsi de suite).

Section VI. - Dissolution – Liquidation

22. Dissolution. La dissolution de la Société pourra être décidée par l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale représentant au moins soixante-quinze pourcent (75%) du capital social. La Société ne sera pas dissoute par la mort, la suspension des droits civils, l'insolvabilité ou la faillite d'un des associés.

23. Liquidation. La liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des associés qui décide de leurs pouvoirs et déterminera leur rémunération. Sauf autrement décidé par résolution des associés ou par la Loi, les liquidateurs seront investies avec les pouvoirs les plus larges pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société, étant entendu que le boni de liquidation de la Société sera alloué conformément aux dispositions des articles 6 et 21 des présents Statuts et au pro rata des parts sociales détenues.

Section VII. - Dispositions générales

24. La Loi s'appliquera chaque fois en l'absence de dispositions spécialement prévues dans les présents Statuts.

Souscription - Paiement

La totalité de vingt-trois mille cinq cent soixante (23.560) Parts Sociales, divisées en douze mille quatre cents (12.400) Parts Sociales de Catégorie A, mille deux cent quarante (1.240) Parts Sociales de Catégorie B, mille deux cent quarante (1.240) Parts Sociales de Catégorie C, mille deux cent quarante (1.240) Parts Sociales de Catégorie D, mille deux cent quarante (1.240) Parts Sociales de Catégorie E, mille deux cent quarante (1.240) Parts Sociales de Catégorie F, mille deux cent quarante (1.240) Parts Sociales de Catégorie G, mille deux cent quarante (1.240) Parts Sociales de Catégorie H, mille deux cent quarante (1.240) Parts Sociales de Catégorie I et deux cent quarante (1.240) Parts Sociales de Catégorie J, représentant la totalité du capital social de la Société ont été entièrement souscrites par l'associé unique, préqualifié et représenté comme indiqué ci-avant et entièrement libérées par une apport en nature telle que décrit ci-après:

- 501.823 actions (125.456 actions de classe A et 376.367 actions de classe B) de "Lakecorp Limited", une société constituée suivant le droit de Chypre, ayant son siège social à Julia House, 3, Themistocli Dervi, P.C. 1066, Nicosia, Cyprus, à savoir 100% de la totalité du capital social émis et détenu uniquement par "Stichting Administratiekantoor World Investors".

Cet apport en nature a été évalué à EUR 10.000.000,- (dix millions d'euros) dont:

- Vingt-trois mille cinq cent soixante euros (EUR 23.560,-) ont été alloués au capital social de la Société;
- Neuf millions neuf cent soixante-seize mille quatre cent quarante euros (EUR 9.976.440,-) ont été alloués aux comptes des primes d'émission de la Société. Ainsi le montant de neuf cent quatre-vingt-dix-sept mille six cent quarante-quatre euros (EUR 997.644,-) a été alloué à chaque compte de prime d'émission lié aux catégories de parts sociales commençant par celle d'A à J.

Preuve de l'existence de l'apport en nature

Preuve de la propriété et de la valeur des actions précitées a été donnée au notaire soussigné par une copie d'un extrait récent du registre de commerce de la société précitée, de ses comptes annuels récents et d'une déclaration émise par les administrateurs confirmation le nombre total des actions, leur propriété, leur valeur établie conformément au marché.

Apport en nature

"Stichting Administratie Kantoer World Investors", apporteur représenté comme indiqué ci-avant, déclare ainsi que:

- il est le seul propriétaire des actions et qu'il dispose de tous les pouvoirs pour en disposer et pour les transférer librement, légalement et;
- elle détient seule toutes les actions de Lakecorp Limited;
- les actions sont entièrement libérées et nominatives;
- elle est la seule entité légitime ayant droit aux actions et détenant le pouvoir d'en disposer;
- il n'existe pas des droits de préemption, ni aucun autre droit en vertu duquel une personne pourrait avoir le droit d'en acquérir une ou plusieurs;
- les actions ne sont ni gagées ni grevées d'un usufruit, il n'existe pas de droits de quiconque à gage ou usufruit et les actions ne sont pas saisies;
- les actions sont librement transmissibles.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution peuvent être évalués à environ EUR 4.800.-

Résolutions prises par l'Associé Unique

Aussitôt la constitution de la Société, l'associé unique, représentant la totalité du capital souscrit, adopte les résolutions suivantes:

1. Sont nommés comme Gérants de la Société pour une durée indéterminée:

(a) M. Johan van den Berg, gérant de sociétés, demeurant professionnellement au 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, en tant que Gérant de catégorie A;

(b) Ms Corinne Muller, gérant de sociétés, demeurant professionnellement au 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, en tant que Gérant de catégorie B;

(c) Trustmoore S.A., ayant son siège social à 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, dûment enregistrée sous le numéro B 156.963 au registre de commerce de Luxembourg, représenté par Mr Thierry Stas, en tant que Gérant de catégorie B;

2. Le siège social de la Société est fixé au 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

3. L'année sociale de la Société se terminera exceptionnellement au 31 décembre 2014.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle le français et l'anglais, déclare qu'à la demande la partie comparante, le présent acte est établi en anglais suivi par une version française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte française et anglaise, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. MULLER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C. 1, le 6 janvier 2015. Relation: LAC/2015/304. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Référence de publication: 2015012461/635.

(150014206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Gottex Global Asset Allocation Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 75.629.

In the year two thousand fourteen, on the ninth day of the month of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of GOTTEX GLOBAL ASSET ALLOCATION FUND - Growth Fund and GOTTEX GLOBAL ASSET ALLOCATION FUND - Balanced Fund (the "Merging Funds"), two sub-fund of GOTTEX GLOBAL ASSET ALLOCATION FUND (the "Company"), a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 75629, incorporated on 9 May 2000 by deed of Maître Frank Baden, then notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), number 426 of 15 June 2000.

The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time on 31 July 2013, by deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial, number 1928 of 9 August 2013.

The Meeting is opened by Sylvie VIEIRA, professionally residing in Luxembourg, in the chair (the "Chairman").

The Chairman appoints as secretary Mrs Christa Simons, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elects as scrutineer Mr Kevin Mc Fadden, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to record that:

I. All the shares being registered shares, the Meeting was convened by notices containing the agenda sent to every shareholder of the Merging Funds by registered mail on 7 November 2014.

II The shareholders present or represented at the Meeting and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders, the Chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said attendance list and proxies initialled "ne varietur" by the members of the bureau and the undersigned notary will be annexed to this document, to be registered with this deed.

III. In order to validly deliberate on the agenda, there is no quorum requirement and decisions are taken by a simple majority of the votes cast.

IV. All the shares in issue in the Company are held by a sole shareholder present or represented so that decisions can validly be taken on the sole item of the agenda.

V. The sole item on the agenda of the Meeting is the following:

To approve, on the basis of the common merger proposal and with an effective date on 15 December 2014, the merger of Gottex Global Asset Allocation Fund - Balanced Fund and Gottex Global Asset Allocation Fund - Growth Fund, the sole remaining active sub-funds in the Company, into Class K of Gottex SICAV - Multi-Asset Balanced Fund, a sub-fund of Gottex SICAV, incorporated in Luxembourg as a société anonyme, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under number B 153 627 and qualifying as a société d'investissement à capital variable organised as an umbrella fund pursuant to Part I of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as a consequence of which the Company will cease to exist.

It results from the foregoing that the Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the sole item of the agenda.

Then the Meeting takes the following resolution:

Sole resolution

The Meeting resolves with all votes in favour to approve, in accordance with the provisions of the common merger proposal and with an effective date on 15 December 2014, the merger of GOTTEX GLOBAL ASSET ALLOCATION FUND - Growth Fund and GOTTEX GLOBAL ASSET ALLOCATION FUND - Balanced Fund, sole remaining active sub-funds in the Company into Class K of Gottex SICAV - Multi-Asset Balanced Fund, a sub-fund of Gottex SICAV, incorporated in Luxembourg as a société anonyme, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under number B 153 627 and qualifying as a société d'investissement à capital variable organised as an umbrella fund pursuant to Part I of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment.

In accordance with Article 66 (4) of the amended law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, the undersigned notary records in this deed 15 December 2014 as the effective date of the merger of GOTTEX GLOBAL ASSET ALLOCATION FUND - Growth Fund and GOTTEX GLOBAL ASSET ALLOCATION FUND - Balanced Fund,

sole remaining active sub-funds in the Company into Class K of Gottex SICAV - Multi-Asset Balanced Fund, a sub-fund of Gottex SICAV, incorporated in Luxembourg as a société anonyme, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under number B 153 627 and qualifying as a société d'investissement à capital variable organised as an umbrella fund pursuant to Part I of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as a consequence of which the Company will cease to exist.

All the books and records of the Company will be held during a period of five years at the former registered office of the Company at L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

The appearing persons and the undersigned notary noted that the French translation of the present deed is not required in accordance with article 26 (2) of the amended law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment and that therefore no French translation of the present deed will follow the English version.

There being no further business on the agenda, the Meeting is thereupon closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, the members of the bureau signed together with the notary the present deed.

Signé: S. VIEIRA, C. SIMONS, K. MC FADDEN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 décembre 2014. Relation: LAC/2014/61553. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Référence de publication: 2015015040/83.

(150017194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Skiron S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 175.052.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 28 janvier 2015.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2015015319/11.

(150018110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

ING (L) Patrimonial, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 24.401.

Le bilan au 30 septembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2015.

ING Investment Management Luxembourg S.A.

Par délégation

Référence de publication: 2015013536/12.

(150015293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.
